

**Niger—Lettre de confort à l'attention  
de la Banque mondiale et de l'Union européenne**

**2 juin 2011**

*Le Niger a enregistré de bons résultats macroéconomiques en 2010, grâce essentiellement à une campagne agricole 2010–11 exceptionnelle. La récolte record et le retour à la démocratie au terme d'une année de transition ont également amélioré les perspectives économiques à court terme. La loi de finances rectificative 2011 récemment adoptée prévoit une augmentation des dépenses financée par le retour escompté de l'aide extérieure ainsi que par les ressources libérées par l'élimination progressive des subventions mal ciblées aux prix des produits pétroliers. Les autorités ont exprimé le souhait d'entamer des discussions dans les mois à venir sur un programme économique appuyé par le FMI au titre de la Facilité Élargie de Crédit.*

**1. La croissance du PIB a atteint, d'après les estimations, 8 % en 2010, grâce à l'excellente récolte 2010–11.** L'abondance de la production agricole au second semestre de l'année 2010, en net contraste avec la crise alimentaire qui avait frappé la moitié de la population en début d'année, a permis de contenir l'inflation. Le déficit budgétaire<sup>1</sup> s'est réduit de 3 points de pourcentage pour se situer à environ 2,5 % du PIB en 2010, essentiellement sous l'effet d'un fléchissement des dépenses d'équipement lié au ralentissement de financements extérieurs au cours du premier semestre. Le déficit des transactions courantes est resté élevé, en raison de l'important flux d'importations financées par les investissements directs étrangers liés à l'ouverture d'une nouvelle mine d'uranium en 2011 et à la mise en exploitation d'un gisement pétrolier et d'une raffinerie dont la production devrait démarrer début 2012.

**2. Les perspectives économiques du Niger pour 2011 sont dans l'ensemble positives.** La récolte record de l'an dernier a permis d'amortir les effets de la hausse des prix alimentaires mondiaux sur les prix intérieurs et l'inflation reste faible. En tablant sur une pluviométrie normale en 2011 et la normalisation totale des relations avec les partenaires au développement, le Niger pourrait enregistrer une croissance économique de 5½ % en 2011. La loi de finances rectificative pour 2011 prévoit une nette augmentation des dépenses totales grâce à l'accroissement prévu des financements extérieurs. Hormis les investissements financés sur ressources extérieures, les dépenses devraient, d'après les prévisions, augmenter de près de 1 % du PIB, du fait entre autres de la hausse des salaires des agents de la fonction publique accordée en janvier 2011 et de l'augmentation des ressources allouées aux secteurs

---

<sup>1</sup> Le déficit budgétaire, tel qu'il est mentionné dans l'ensemble de ce document, se réfère au déficit sur la base des engagements, dons compris, et est exprimé en pourcentage du PIB.

prioritaires, notamment le recrutement de médecins et d'infirmières. La poursuite des efforts de mobilisation des recettes devrait permettre de dégager des ressources supplémentaires de l'ordre de 0,5 % du PIB. Le déficit budgétaire devrait se creuser légèrement à 3 % du PIB, et serait entièrement couvert par les emprunts extérieurs concessionnels.

3. **Le gouvernement a adopté une stratégie en deux volets pour éliminer progressivement les subventions mal ciblées aux produits pétroliers.** Tout d'abord, à compter du 1<sup>er</sup> juin, les fluctuations des cours mondiaux du pétrole seront répercutées sur les prix intérieurs; et en second lieu, la composante subvention sera progressivement supprimée au cours des 12 à 18 mois à venir. Le coût budgétaire des subventions devrait en conséquence en 2011 rester limité à son niveau de 2010.

4. **Il est essentiel d'améliorer l'efficacité et la transparence de la gestion des finances publiques pour tirer parti de l'augmentation prévue de la production pétrolière et minière en vue d'accélérer la croissance et d'intensifier la lutte contre la pauvreté.** Les principales réformes dans ce domaine sont les suivantes : (i) amélioration de l'exécution budgétaire en limitant les dépenses effectuées par le biais des procédures exceptionnelles; (ii) renforcement de l'information budgétaire grâce à une transmission rapide des informations sur les opérations financières de l'administration centrale, et (iii) consolidation du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT). L'engagement du Niger à assurer une gestion transparente de ses ressources naturelles est inscrit dans sa nouvelle constitution, qui rend obligatoire la publication de tous les contrats portant sur les ressources naturelles. En mars 2011, le Niger a obtenu le statut de pays conforme, de la part du Conseil de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE).

5. **Les perspectives à moyen terme, portées par le développement des secteurs pétrolier et minier, sont positives.** L'entrée en phase de production de deux grands projets est prévue dans les années à venir : un projet pétrolier intégré, englobant un gisement et une raffinerie de pétrole, et un oléoduc reliant les deux, et le projet d'une nouvelle mine d'uranium, qui fera du Niger le deuxième producteur mondial de ce minerai. En conséquence, la production et les exportations pétrolières et minières devraient, d'après les prévisions, doubler entre 2012 et 2016, et les recettes totales devraient augmenter de plus de 5% du PIB.

6. **À court terme, l'économie nigérienne demeure vulnérable aux chocs, et en particulier aux chocs climatiques.** Avec le retour de la démocratie, la situation politique s'est stabilisée, mais le contexte régional reste incertain et pourrait négativement affecter la sécurité du pays. Au plan domestique, les risques sont essentiellement liés aux conséquences budgétaires que pourraient avoir une accélération du flot des réfugiés nigériens fuyant la Libye en crise et une absence de maîtrise des subventions des produits pétroliers.

7. **Après l'expiration du programme appuyé par la FEC le 1<sup>er</sup> juin, les autorités ont fait part de leur souhait d'entamer les discussions avec le FMI sur un nouveau programme économique triennal au titre de la facilité élargie de crédit.** Les services du FMI ont proposé que ces discussions se tiennent après l'achèvement des consultations au titre de l'Article IV, dont l'examen par le Conseil d'administration du FMI est provisoirement prévu pour septembre. Dans l'intervalle, les services du FMI vont travailler en étroite collaboration avec les autorités nigériennes, dans un premier temps dans le cadre des consultations au titre de l'Article IV prévues dans les semaines à venir.

Tableau 1. Niger — Principaux indicateurs économiques et financiers, 2009-13

	2009	2010		2011	2012	2013
	Estimations	EBS/10/15	Estimation:		Prévisions	
<i>(Variation annuelle en pourcentage, sauf indications contraire)</i>						
Revenu national et prix						
PIB à prix constants	-0.9	5.2	8.0	5.5	13.2	6.1
PIB hors agriculture à prix constants	5.5	5.3	0.7	5.7	16.6	6.4
Déflateur du PIB	4.1	2.3	1.5	4.6	2.2	1.9
Indice des prix à la consommation						
Moyenne annuelle	1.1	2.3	0.9	4.0	2.0	2.0
Fin de période	-0.6	2.0	2.7	3.4	2.0	2.0
Secteur extérieur						
Exportations, f. à b. (francs CFA)	15.2	12.7	9.4	19.2	42.5	12.0
<i>dont</i> autres que l'uranium	31.0	2.4	-1.1	18.4	63.7	18.8
Importations, f. à b. (francs CFA)	40.2	9.2	7.0	17.8	-6.9	-0.6
Exportations en volume	20.0	9.9	5.0	9.9	34.9	13.5
Importations en volume	31.1	6.3	6.4	12.0	-0.2	-2.9
Termes de l'échange (dégradation -)	3.9	0.2	-3.6	8.7	12.4	-2.4
Finances publiques						
Recettes totales	-17.7	8.9	6.1	13.1	36.8	13.5
Dépenses totales et prêts nets	11.3	0.5	-4.2	27.1	10.2	10.1
<i>dont</i> : dépenses courantes	0.0	-0.7	21.8	8.9	11.5	13.3
dépenses d'équipement	25.1	1.9	-29.5	48.4	9.7	12.0
<i>(Variation annuelle en pourcentage de la base monétaire du début de la période)</i>						
Monnaie et crédit						
Crédit intérieur	41.0	21.1	9.1	19.1	27.8	19.9
Crédit à l'État (net)	28.9	9.2	1.4	-2.9	-3.5	-6.8
Crédit à l'économie	12.1	11.9	7.7	22.0	31.3	26.7
Avoirs intérieurs nets	41.2	21.1	1.6	19.1	27.8	19.9
Base monétaire	18.3	20.0	22.6	17.9	24.2	16.7
Vitesse de circulation de la base monétaire (en %)	5.3	4.6	4.7	4.4	4.1	3.8
<i>(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)</i>						
Finances publiques						
Recettes totales	14.7	13.8	14.2	14.6	17.2	18.1
Dépenses totales et prêts nets	24.6	22.0	21.5	24.8	23.6	24.0
Dépenses courantes	12.1	11.3	13.5	13.3	12.8	13.5
Dépenses d'équipement	12.5	10.7	8.0	10.8	10.2	10.6
Solde budgétaire de base (hors dons)	-4.1	-2.2	-3.0	-3.4	0.1	0.5
Solde global (base engagements, dons exclus)	-9.9	-8.2	-7.3	-10.2	-6.4	-6.0
Solde global (base engagements, dons inclus)	-5.5	-4.1	-2.5	-3.0	-0.9	-0.6
Investissement brut	33.0	38.6	46.0	38.8	31.4	25.3
<i>dont</i> : investissement privé	25.2	32.1	41.1	32.3	25.3	19.0
investissement public	7.8	6.4	4.8	6.5	6.1	6.4
Variation des stocks	-0.3	0.5	0.5	0.0	0.0	0.0
Épargne nationale brute	7.9	15.0	23.5	12.0	14.3	15.2
<i>dont</i> : épargne non publique	1.6	7.9	17.9	5.8	6.1	7.0
Épargne intérieure	5.7	14.3	15.4	7.2	16.1	16.4
Solde des transactions courantes						
Dons officiels exclus	-25.7	-24.2	-29.2	-30.7	-19.8	-12.8
Dons officiels inclus	-25.0	-23.5	-22.5	-26.8	-17.1	-10.2
Ratio du service de la dette en pourcentage des :						
Exportations de biens et de services	2.5	2.3	2.6	3.9	2.8	2.9
Recettes publiques	3.5	3.3	3.9	6.0	4.4	4.6
VAN de la dette extérieure	10.9	11.8	11.8	17.7	17.4	17.7
Aide extérieure	6.1	6.0	6.1	11.2	8.4	8.3
<i>(Milliards de francs CFA)</i>						
PIB aux prix courants du marché	2,481	2,736	2,714	2,994	3,464	3,746
Balance générale des paiements	-89.8	-40.6	99.1	-8.3	-26.2	-25.2

Sources : autorités nigériennes; estimations et projections des services du FMI.